Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

supplément au numéro n° 384
Novembre 2007
0,5 Euro

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Face à toutes les attaques du gouvernement

C'est tous unis qu'il faut se battre !

C'est au nom de *"l'équité sociale"* que Sarkozy et ses amis milliardaires ont le culot de nous demander d'accepter la suppression ou l'aménagement des régimes spéciaux de retraite en les alignant sur 40 ans pour tous.

Ce que revendiquent les cheminots, les employés de la RATP, les gaziers, les électriciens, ils l'ont clairement proclamé dans leurs AG : ce ne sont pas des "privilèges", c'est 37 ans et demi POUR TOUS !

S'ils laissent passer cette attaque sur les régimes spéciaux, les ouvriers savent bien que l'État nous demandera à tous dès demain d'aller à 41 puis 42 ans de cotisations pour toucher une retraite à taux plein et même bien au-delà comme en Italie (qui passera bientôt à un régime de retraite à 65 ans) et allant jusqu'à 67 ans comme c'est déjà le cas en Allemagne ou au Danemark.

Dans les facultés, ce même gouvernement a adopté en douce, durant l'été (avec la complicité de l'UNEF et du Parti Socialiste), une loi qui prépare une université à 2 vitesses : d'un côté des "pôles d'excellence" réservés aux étudiants les plus friqués, de l'autre des "facs poubelles" qui préparent une majorité des jeunes générations, les enfants issus des milieux les plus pauvres, à leur condition de futurs chômeurs ou de travailleurs précaires.

Dans la fonction publique, le gouvernement se prépare à supprimer 300 000 emplois d'ici 2012 alors que, dès aujourd'hui, les enseignants sont confrontés à des classes surchargées et qu'on impose à tous les fonctionnaires de plus en plus de tâches et d'heures supplémentaires.

Dans les entreprises du privé, les suppressions d'emplois et les vagues de licenciements continuent à tomber à tour de bras alors que le gouvernement Sarkozy se prépare à nous imposer une réforme du Code du travail où le maître mot est la « flexi-sécurité » permettant aux employeurs de nous jeter encore plus facilement à la rue du jour au lendemain.

Au 1er janvier 2008, nous devrons payer de nouvelles franchises médicales qui vont se cumuler avec le déremboursement croissant des médicaments, la hausse du forfait hospitalier (institué par l'ex-ministre PCF Ralite), la franchise sur les actes médicaux de plus de 90 euros, une nouvelle hausse de la CSG…

Sarkozy nous demande de *"travailler plus pour gagner plus"*. En fait, il est clair qu'il s'agit de travailler plus pour gagner moins. La chute vertigineuse du pouvoir d'achat s'accompagne aujourd'hui d'une augmentation exorbitante de tous les produits alimentaires de base : produits laitiers, pain, pommes de terre, fruits et légumes, poisson, viande…

En même temps, les loyers flambent : de plus en plus de prolétaires vivent aujourd'hui dans des conditions de logement précaires ou insalubres.

De plus en plus de prolétaires, même avec un travail, sont déjà plongés dans la misère, sont incapables de se nourrir, de se loger, de se soigner décemment. Et on nous dit : "ce n'est pas fini". L'avenir qu'on nous réserve, les attaques qu'on nous promet seront demain bien pires encore. Et cela parce que la bourgeoisie française a entrepris de combler son retard par rapport à ses concurrentes des autres pays. Avec l'aggravation de la crise du capitalisme, avec l'exacerbation de la concurrence sur le marché mondial, il faut "être compétitif". C'est-à-dire attaquer toujours plus les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.

La seule façon de s'opposer à toutes ces attaques, c'est de développer les luttes

La colère et le ras-le-bol qui s'expriment aujourd'hui dans la rue comme dans les entreprises ne peuvent que se généraliser partout, parce que les travailleurs sont contraints de se battre partout face aux mêmes attaques.

Depuis 2003, la classe ouvrière (qui, selon les dires de la bourgeoisie, serait une "notion dépassée") démontre sa combativité, précisément face aux attaques sur les retraites en 2003 en France et en Autriche, contre les réformes du système de santé, face aux licenciements dans les chantiers navals galiciens en Espagne en 2006 ou dans l'automobile en Andalousie au printemps dernier. Aujourd'hui, leurs frères de classe cheminots en Allemagne sont en lutte pour des hausses de salaires. Dans toutes les luttes, du Chili au Pérou ces derniers mois, en Égypte comme chez les travailleurs immigrés du bâtiment à Dubaï encore récemment, émerge un profond sentiment de solidarité de classe qui pousse vers l'extension de la lutte face à une même surexploitation. Et c'est cette solidarité de classe, qui s'est manifestée dans la lutte des étudiants contre le CPE au printemps 2006, qui est au cœur des enjeux de la situation. C'est ce que craint par-dessus tout la bourgeoisie.

Les syndicats sabotent et divisent la riposte ouvrière

S'attaquer d'abord aux régimes spéciaux de retraite dans des secteurs particuliers comme les transports publics (SNCF, RATP) et l'énergie (EDF, GDF) ne peut rapporter que des économies dérisoires à l'État. C'est un choix purement stratégique de la bourgeoisie française pour tenter de diviser la classe ouvrière.

La gauche et les syndicats sont entièrement d'accord sur le fond avec le gouvernement; ils ont toujours mis en avant la nécessité des "réformes", celle des retraites et des régimes spéciaux en particulier. C'est d'ailleurs l'ancien Premier ministre socialiste Rocard qui avait, au début des années 1980, rédigé le "livre blanc" des retraites qui sert de canevas à toutes les attaques mises en place sur ce plan par les gouvernements successifs, de gauche comme de droite. Les critiques actuelles de la gauche et des syndicats portent uniquement sur la forme : elles ne sont pas décidées "démocratiquement", il n'y aurait pas assez de "concertation". La gauche étant momentanément hors jeu, notamment avec les « débauchages » pratiqués par Sarkozy, le rôle essentiel d'encadrement de la classe ouvrière revient aux syndicats. Ces derniers se sont partagés le travail avec le gouvernement (comme entre eux) à tous les niveaux pour saboter et diviser la riposte ouvrière. Il est nécessaire à la bourgeoisie d'isoler les ouvriers du secteur des transports publics, de les couper de la réaction de l'ensemble de la classe ouvrière. Dans ce but, la classe dominante a mobilisé tous ses médias pour tenter de discréditer la grève et matraquer l'idée que les autres travailleurs étaient les otages d'une minorité égoïste de privilégiés en profitant du fait que le principal secteur concerné par les régimes spéciaux était constitué par les entreprises de transport public. Elle mise sur

(suite page 2)

À BAS L'ÉTAT POLICIER !

Solidarité de tous les travailleurs avec les étudiants matraqués par les flics !

La semaine dernière, le gouvernement Sarkozy/Fillon/Hortefeux/Pécresse et consorts (avec la complicité silencieuse du PS et de toute la "gauche plurielle") a franchi le Rubicon de l'ignominie et du sadisme. Après les immigrés chassés manu militari hors des frontières de l'Hexagone, au nom de la politique de sélection de "l'immigration choisie", ce sont maintenant les étudiants grévistes qui sont sauvagement matraqués. La répression féroce s'est abattue sur les étudiants en lutte contre la loi sur la privatisation des universités (appelée LRU). Au nom de la "démocratie" et de la "liberté", certains présidents d'université vendus au capital ont pris la décision inique de faire appel aux CRS et aux gardes mobiles pour libérer les facs bloquées et occupées à Nanterre, Tolbiac, Rennes, Aix-Marseille, Nantes, Grenoble…

L'ordre de la terreur capitaliste !

La répression a été particulièrement ignoble à Rennes et surtout Nanterre.

Après avoir fait intervenir des vigiles armés de chiens policiers, les présidents d'universités ont laissé des centaines de CRS investir les locaux : les étudiants bloqueurs ont été délogés à coup de matraques et de gaz lacrymogène. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés et blessés. Les CRS ont poussé le sadisme jusqu'à arracher les lunettes (symbole de ceux qui font des études et lisent des livres !) d'un étudiant de Nanterre et de les lui casser. Les médias sarkozystes aux ordres du capital ont relayé et justifié la répression en donnant la parole aux présidents d'universités. Le 13 novembre, au journal télévisé de 20 heures de France 2, on a pu entendre en effet le président de l'université de Nanterre justifier ainsi la répression : *"Ce n'est pas une lutte, c'est de la délinquance"*. Quant à cet autre larbin hystérique du capital, le président de l'université de Rennes, il n'a eu aucun scrupule à affirmer que ceux qui se révoltent sont des *"terroristes et des khmers rouges"* !

Il est clair que l'ex-premier flic de France, Nicolas le Petit, est bien déterminé aujourd'hui à "nettoyer au kärcher" les université françaises et à stigmatiser les enfants de la classe ouvrière comme des "voyous", de la "racaille", ou des "délinquants" (dixit le président de Nanterre). Quant à tous ceux qui font de la "politique" (pour Madame Pécresse, le 7 novembre sur LCI : *"les blocages sont d'abord politiques"*), ce ne sont que des "terroristes". Au moment même où Alliot-Marie donnait l'ordre à ses flics de donner l'assaut dans les facs occupées, sa "copine" Madame Pécresse a poussé le cynisme jusqu'à affirmer à la télé qu'elle voulait "*rassurer les étudiants*" (sic !).

Les travailleurs du secteur public comme du privé doivent entendre le message : tous ceux qui se lanceront dans des grèves "illégales" et "impopulaires" (et on peut compter sur les médias et Télé-Sarkozy pour accentuer jour après jour la propagande), tous ceux qui comme les travailleurs de la SNCF et de la RATP oseront "prendre en otage" les "usagers" seront montrés du doigt comme des "terroristes", des semeurs de trouble de "l'ordre public".

Le vrai "péril jaune", ce ne sont pas les prétendus "khmers rouges" de l'université de Rennes. Ce sont les "casseurs", les briseurs de grève de la voyoucratie qui cognent et gazent les jeunes générations de la classe ouvrière avec la bénédiction des mouchards et des fayots : les présidents des universités. Les vrais "terroristes", les vrais criminels, ce sont ceux qui nous gouvernent et qui exécutent les basses oeuvres de cette classe de gangsters : la **bourgeoisie décadente**. Leur ordre, c'est celui de la TERREUR implacable du capital.

Mais cette classe de voyous ne s'est pas contentée d'envoyer ses chiens mordeurs et ses CRS matraqueurs contre les étudiants grévistes. Dans certaines universités évacuées par les flics, ils ont poussé la crapulerie jusqu'à "confisquer" les caisses de grève des étudiants. Ainsi, par exemple, à Lyon, le 16 novembre, les étudiants qui occupaient la fac avaient réussi à collecter un petit pécule de quelques centaines d'euros. Pendant que les CRS armés jusqu'aux dents débloquaient la fac, l'administration de l'université a, quant à elle, confisqué le matériel de cuisine apporté par les étudiants et a fait main basse sur leur caisse de grève. C'est ignoble, honteux, répugnant ! Ces moeurs de petits voyous de la bourgeoisie n'a décidément rien à envier à celle des "casseurs" des banlieues qui ont été manipulés par l'État bourgeois pendant le mouvement de 2006 contre le CPE pour attaquer les étudiants dans les manifestations et leur voler leurs téléphones portables !

Voilà le vrai visage de la démocratie parlementaire : l'ordre "public", c'est l'ordre du capital. C'est l'ordre de la terreur et des matraques, celles des flics et des médias. C'est l'ordre du mensonge et de la manipulation des Télés-Sarkozy ! C'est l'ordre des Machiavels qui cherchent à nous diviser pour mieux régner. C'est l'ordre de ceux qui cherchent à nous monter les uns contre les autres en utilisant la stratégie préconisée par l'ex-gouvernement Villepin/Sarkozy au printemps 2006 : le pourrissement par la violence !

(suite page 2)

0,5 Euros

Face à toutes les attaques du gouvernement
C'est tous unis qu'il faut se battre !

(suite de la première page)

l'impopularité d'une longue grève des transports et plus particulièrement sur celle de la SNCF (secteur traditionnellement le plus combatif lors des grèves de l'hiver 1986/87 et celles de 1995) pour dresser les "usagers" contre les grévistes.

Chaque syndicat a pris sa part dans la division et l'isolement des luttes :

• La FGAAC (syndicat des conducteurs de train très minoritaire représentant 3 % des agents dans l'ensemble de la SNCF mais 30% de cette corporation), après avoir appelé pour le 18 octobre à une "grève reconductible" aux côtés de SUD et de FO, s'empressait le soir même de la manifestation de négocier avec le gouvernement la promesse d'un "compromis" et d'un statut particulier pour les "roulants" en appelant à la reprise du travail dès le lendemain matin, endossant ainsi le rôle du "traître" de service ;

• La CFDT n'a appelé ce jour-là que les seuls cheminots à faire grève et à manifester, pour *"ne pas mélanger tous les problèmes et toutes les revendications"*, selon les déclarations de son secrétaire général Chérèque ; par la suite, cette centrale, fidèle à la même tactique, s'empressait d'appeler à la "suspension de la grève" à la SNCF et à la reprise du travail dans les autres secteurs dès que le gouvernement a manifesté son intention d'ouvrir des négociations entreprise par entreprise ;

• La CGT, syndicat majoritaire, a joué un rôle décisif dans la manœuvre faite dans le dos de la classe ouvrière. Elle s'est limitée à une journée de grève "carrée" de 24 heures le 18 octobre (tout en laissant les unions départementales prendre des "initiatives" pour prolonger la grève). Ensuite, elle prenait l'initiative de lancer un nouvel appel à la grève pour les cheminots cette fois reconductible à partir du 13 novembre au soir qui ralliait les autres secteurs et les autres syndicats derrière cette proposition. Le 10 novembre, le secrétaire général de la CGT Thibault demandait au gouvernement l'ouverture d'une négociation globale tripartite sur les régimes spéciaux (qui n'est que de l'esbroufe car c'est le gouvernement qui dicte directement sa politique aux directions des entreprises publiques) et deux jours après, le 12, à la veille même du début de la grève, il lançait une nouvelle initiative : en proposant toujours des négociations tripartites mais cette fois entreprise par entreprise. C'est prendre les ouvriers pour des imbéciles car c'est précisément dans ce cadre que le gouvernement avait dès le début prévu de faire passer la réforme en "saucissonnant" les négociations, entreprise par entreprise, au cas par cas. Cette volte-face et cette "entourloupe" ont provoqué des réactions houleuses dans les AG contraignant la « base » de ce syndicat à préconiser la poursuite du mouvement de grève ;

• FO et surtout SUD (syndicat piloté par la LCR d'Olivier Besancenot) qui avaient cherché à prolonger minoritairement la grève plusieurs jours au lendemain du 18 octobre, continuent à se concurrencer dans une surenchère plus radicale en poussant les ouvriers à se maintenir en grève reconductible jusqu'à la grève intersyndicale de la fonction publique du 20 novembre, tout en poussant les ouvriers à occuper les voies avec des opérations de commandos au lieu de chercher à étendre la lutte à d'autres secteurs ;

• Un leader de l'UNSA, aussi partie prenante d'une grève reconductible, déclarait de son côté que les cortèges devaient être distincts et que les cheminots ne devaient pas défiler avec les fonctionnaires car *"ils n'ont pas du tout les mêmes revendications"*.

Pendant ce temps, tous les syndicats sont déjà parvenus à imposer en catimini la reprise du travail à EDF et à GDF. Et mercredi 21, sitôt après la manifestation de la veille, les six fédérations syndicales iront à leur tour négocier avec le gouvernement le "sort" des cheminots autour d'une "plate-forme de revendications" spécifiques.

Pour lutter efficacement, ne comptons que sur nous-mêmes !

Malgré la volonté du gouvernement de casser la résistance des ouvriers, malgré la multiplication des injonctions péremptoires du gouvernement à la reprise du travail, malgré la complicité et tout le travail de sape et de sabotage des luttes par les syndicats, non seulement la colère et la combativité ouvrière subsistent mais la volonté d'unifier les différents foyers de lutte commence à émerger. A Rouen par exemple, le 17 novembre, des étudiants de la faculté de Mont-Saint-Aignan sont allés trouver les cheminots en grève, ont partagé leur repas et ont participé à leur AG ainsi qu'à une opération de mise en place de "péage gratuit" sur l'autoroute. Peu à peu germe ainsi l'idée de la nécessité d'un combat massif et uni de toute la classe ouvrière pour pouvoir faire face à la poursuite inévitable des attaques du gouvernement. Pour cela, les travailleurs en lutte doivent tirer les leçons du sabotage syndical. Pour pouvoir se battre efficacement, opposer une riposte unie et solidaire en recherchant toujours plus l'extension de leur lutte, ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Ils n'auront pas d'autre choix que de prendre eux-mêmes leurs luttes en mains et de déjouer tous les pièges, toutes les manoeuvres de division et de sabotage des syndicats.

Plus que jamais, l'avenir est au développement des combats de classe.

Wim (18 novembre)

Lisez notre brochure :
Les syndicats contre la classe ouvrière

À BAS L'ÉTAT POLICIER !
Solidarité de tous les travailleurs avec les étudiants matraqués par les flics !

(suite de la première page)

La solidarité entre les étudiants et les cheminots nous montre le chemin

La répression sauvage contre les étudiants est une attaque inique contre l'ensemble de la classe ouvrière. La grande majorité des étudiants en lutte contre la privatisation des universités et la sélection par le fric sont des enfants de prolétaires et non pas de la petite bourgeoisie bien pensante, comme le prétendent certains médias et les socio-idéologues du capital. Bon nombre d'entre eux sont en effet des enfants des travailleurs de la fonction publique ou issus de l'immigration (notamment dans les universités de banlieues comme à Nanterre ou Saint-Denis). La nature prolétarienne de la lutte des étudiants contre la Loi Pécresse s'est clairement révélée par le fait que les grévistes ont été capables d'élargir leurs revendications : dans la plupart des universités bloquées, ils ont mis en avant dans leur plate-forme revendicative, non seulement le retrait de la LRU, mais également la défense des régimes spéciaux des retraites, le rejet de la loi Hortefeux et de la politique de "l'immigration choisie" de Sarkozy, le rejet des franchises médicales et de toutes les attaques du gouvernement contre l'ensemble de la classe ouvrière. Ils ont mis en avant la nécessaire **solidarité** qui doit unir les travailleurs en lutte contre l'enfermement corporatiste et les "négociations" entreprise par entreprise, catégorie par catégorie, préconisées par les syndicats. Cette solidarité, les étudiants ont été capables de la faire vivre concrètement. Ainsi plusieurs centaines d'étudiants à Paris comme en province se sont joints aux manifestations de cheminots (notamment les 13 et 14 novembre) en lutte contre la remise en cause des régimes spéciaux de retraite. Dans certaines villes (Rennes, Caen, Rouen, Saint-Denis, Grenoble), cette solidarité des jeunes générations de la classe ouvrière a été accueillie très favorablement par les cheminots qui leur ont ouvert les portes de leurs AG et ont mené des actions communes avec les étudiants (telles que des interventions aux sorties d'autoroute où les étudiants et les cheminots ont laissé passer gratuitement les automobilistes aux péages en leur expliquant le sens de leur mouvement). Aujourd'hui, il y a donc des étudiants et des cheminots qui réfléchissent, discutent, agissent et mangent ensemble. Dans certaines universités (présidée par des êtres humains et non par des hyènes hystériques qui hurlent avec les loups), ils ont été rejoints par les enseignants et le personnel administratif, comme à Paris 8-Saint-Denis.

Cette nature prolétarienne de la lutte des étudiants est encore réaffirmée par le fait que, en occupant les universités, les étudiants ne veulent pas seulement occuper des locaux pour pouvoir tenir leurs assemblées générales et mener des débats politiques ouverts à tous (oui, Madame Pécresse, l'espèce humaine, parce qu'elle est douée de langage, contrairement aux singes, est une espèce politique, comme l'ont démontré certains chercheurs travaillant dans des "pôles d'excellence" !). Dans certaines facultés, les étudiants grévistes ont décidé d'investir les locaux pour accueillir les immigrés sans papiers.

Et c'est bien à cause de cette solidarité active qui risque de faire tâche d'huile que le gouvernement Sarkozy/Fillon (et ses "dames de fer", Pécresse, Alliot-Marie, Dati et autres "Mi-putes, mi-soumises") a décidé d'envoyer ses flics pour casser les reins de la classe ouvrière. Ce que veut la bourgeoisie française, c'est mettre en application la même politique que Thatcher. Ce qu'elle veut, c'est interdire, comme en Grande-Bretagne, toutes les grèves de solidarité afin d'avoir les mains libres pour asséner des attaques encore plus brutales en 2008, après les élections municipales. Et c'est aujourd'hui, par l'épreuve de force et par le déchaînement de la répression que la classe dominante, et son homme de main Sarkozy, cherche à imposer l'ordre "démocratique" du capital.

Le mouvement de solidarité dans laquelle les étudiants et certains cheminots se sont engagés montre que les leçons de la lutte contre le CPE n'ont pas été oubliées malgré la campagne électorale assourdissante des dernières présidentielles. La solidarité entre les étudiants en lutte et une partie des travailleurs de la SNCF et de la RATP nous montre le chemin. C'est dans cette voie que tous les travailleurs actifs ou chômeurs, français "de souche" ou immigrés, de la fonction publique comme du privé, doivent résolument s'engager. C'est le seul moyen de construire un rapport de forces contre les attaques de la bourgeoisie et de son système décadent qui n'a qu'un seul avenir à offrir aux jeunes générations : le chômage, la précarité, la misère et la répression (aujourd'hui, les matraques et les gaz lacrymogènes ; demain, la mitraille !)

En 2006, si le premier flic de France, Sarkozy, n'avait pas envoyé ses CRS contre les étudiants "bloqueurs", ce n'est nullement parce qu'il avait à l'époque le moindre scrupule moral. C'est essentiellement parce qu'il était candidat aux présidentielles et ne voulait pas se mettre à dos une partie de son électorat dont les enfants sont scolarisés dans les universités. Maintenant qu'il est arrivé au pouvoir, il veut montrer ses muscles et régler les comptes de toute la bourgeoisie française qui a gardé en travers de la gorge le retrait du CPE en 2006 (n'avait-il pas annoncé la couleur au lendemain de son élection en affirmant : *"l'État ne doit pas reculer"* ?). Ce que veut Sarkozy, c'est montrer à la clique de Villepin que lui, il ne se dégonflera pas (car, comme le disait Raffarin, *"ce n'est pas la rue qui gouverne"*). Le cynisme avec lequel il a annoncé publiquement, au nom de la "transparence", l'augmentation de son salaire de 140 % en même temps qu'il affiche son intransigeance dans toutes les attaques contre le niveau de vie des prolétaires, est une véritable provocation. En roulant des mécaniques et en faisant des pieds de nez à la classe ouvrière, voilà le message qu'il veut faire passer : *"Il est hors de question de remettre en cause les privilèges de la bourgeoisie. J'ai été élu par les Français, maintenant j'ai carte blanche pour faire ce que je veux !"*. Mais au-delà des intérêts et ambitions personnelles de ce sinistre personnage, c'est l'ensemble de la classe capitaliste que Sarkozy représente : force doit rester à la loi du capital. Le bras de fer qu'il a engagé avec les cheminots vise un seul objectif : infliger une défaite cuisante à l'ensemble de la classe ouvrière en effaçant le sentiment laissé par le mouvement contre le CPE, celui que seule la lutte unie paie. C'est pour cela que Sarkozy n'a pas l'intention de céder aux cheminots et qu'il veut transformer les universités en forteresses policières.

Mais quelle que soit l'issue de ce bras de fer entre le gouvernement Sarkozy/Fillon/Pécresse et la classe ouvrière, la lutte a déjà commencé à payer : le mouvement de solidarité engagé par les cheminots et les étudiants et qui a commencé à entraîner derrière lui d'autres partie de la classe ouvrière (notamment les travailleurs des universités) laissera une trace durable dans les consciences, tout comme la lutte contre le CPE. Comme toutes les luttes ouvrières qui se déroulent à l'échelle mondiale, il est un jalon sur le chemin qui mène vers le renversement futur du capitalisme. Le principal gain de la lutte, c'est la lutte elle-même, c'est l'expérience de la solidarité vivante et active de la classe ouvrière en marche vers son émancipation, et vers l'émancipation de l'humanité toute entière.

Travailleurs "français" et immigrés, du public et du privé, étudiants, lycéens, chômeurs : un seul et même combat contre les attaques du gouvernement ! A bas l'État policier ! Face à la terreur du capital, solidarité de toute la classe ouvrière !

Sofiane (17 novembre 2007)

Lisez notre supplément (décembre 2006) :
Mobilisation des étudiants au printemps 2006 : quelles leçons de la lutte contre le CPE ?

Révolution internationale
Mail Boxes 153 – 108, rue Damremont – 75018 Paris
internationalism.org
E-mail : france@internationalism.org

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020 • Directeur de la publication : D. Van Celst. • Nº de Commission paritaire : 54267